

Edito

Au cours de ces trois derniers mois, le bilan des activités du CENS atteste la vitalité de notre collectif dans un contexte pourtant difficile : succès des séminaires Impromptus et Chantiers du CENS, malgré leur tenue en distanciel, nouveaux projets collectifs de recherche, réponses à de multiples sollicitations, mobilisation pour accueillir en distanciel le comité de visite HCERES...

Par ailleurs, en cette fin d'année universitaire, nous avons eu le plaisir de nous retrouver en présentiel lors de plusieurs occasions marquantes : journées d'études PROGEDO des 7 et 8 juin, journée du CENS le 25 juin...

Malgré cette éclaircie, il nous faut rester vigilants dans un contexte de réformes de l'ESR et d'attaques contre les SHS. Les sources de préoccupations et les défis restent nombreux, y compris au niveau de notre établissement, dans une phase de transition – fin du quinquennal – et de relance de la nouvelle université.

Plus que jamais, il faut allier l'optimisme de la volonté au pessimisme de l'intelligence...

Corinne Delmas, Séverine Misset

Sommaire

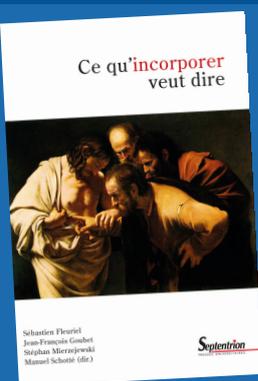
Actualités sensationnelles

Enquête sur la propriété transnationale en Italie	p. 2
Retour sur la journée d'études "Enseigner le quanti en sciences sociales dans le supérieur : pratiques et défis"	p. 2
Journée du CENS	p. 3
Projet COVICARE.....	p. 3

Publications et Agenda	p. 4
-------------------------------------	-------------

Publications

Sébastien Fleuriel, Jean-François Goubet, Stéphan Mierzejewski et Manuel Schotté (dir.)
Ce qu'incorporer veut dire, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2021, 284 pages.



La notion d'incorporation vise à échapper à une série de fausses alternatives telles que celle de l'individuel et du collectif. Elle se réfère à l'idée d'une inscription du social dans les corps. Bien qu'introduisant une rupture fondamentale avec les théories classiques de l'action, elle a paradoxalement été peu discutée dans ses soubassements philosophiques, comme dans ses implications méthodologiques et empiriques. Cet ouvrage à plusieurs voix entend explorer ce qu'incorporer veut dire en envisageant la question à différentes échelles d'analyse et d'instanciation. Il s'agit d'abord de revenir sur la genèse du concept d'incorporation en le situant dans l'espace des théories de l'action, avec et contre lesquelles il s'est construit. Il s'agit ensuite d'avancer dans la saisie des contextes et médiations qui conduisent concrètement à incorporer le monde social. C'est en tenant ensemble ce double mouvement de réflexion que l'ouvrage propose un horizon d'investigation permettant de mieux appréhender la façon dont le social habite les corps, s'incarne en eux.

Comité éditorial

Directrices de publication

Corinne Delmas, Séverine Misset

Comité de rédaction

Marie Arbelot, Marie Charvet, Anaïs Hachet, Sophie Orange

Secrétaire de rédaction et réalisation

Laurence Tual-Micheli

Contributions à ce numéro

Margot Delon, Clémence Ledoux, Anton Perdoncin, Tristan Poullaouec

CENS

Chemin de la Censive du Tertre

44312 NANTES Cedex 3

cens@univ-nantes.fr

www.cens.univ-nantes.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES





Enquête sur la propriété transnationale en Italie

Depuis le 2 mai dernier, Margot Delon est accueillie par l'École Française de Rome dans le cadre d'une mission financée par le CNRS.

Elle est intégrée aux activités du programme Métropoles (<https://www.efrome.it/metropoles-metropolises>), coordonné par Dominique Rivière (Université de Paris) qui réunit des géographes et des sociologues de toute l'Europe du Sud. Les échanges avec les collègues du programme et de l'EFR lui permettent de préparer un terrain de recherche sicilien auprès d'investisseurs français dans des biens immobiliers locatifs à l'étranger. À Palerme notamment, elle mènera une campagne d'entretiens avec des propriétaires et des intermédiaires immobiliers et, si possible, des observations de biens et de transactions économiques ainsi qu'une campagne d'archives sur les transformations matérielles du logement.

Ce terrain prolonge la recherche de Margot sur les propriétaires bailleurs en France mais la crise sanitaire récente offre aussi une opportunité d'étude des recompositions à l'œuvre dans ces circulations immobilières. Le tourisme a en effet décliné, ce qui peut laisser penser que les investisseurs dans du locatif saisonnier vont être déstabilisés par la crise en cours. Mais d'un autre côté, l'augmentation du travail à distance est vue par certains intermédiaires comme une opportunité pour dé ou relocaliser dans le Sud de l'Italie des travailleurs hautement qualifiés qui peuvent exercer leur activité n'importe où. D'une certaine manière, c'est donc un très bon moment pour enquêter sur la propriété immobilière et les recompositions des inégalités sociales et spatiales auxquelles elle participe.

Réaliser ce terrain est enfin une manière de renouer avec le thème des migrations qui avait été central dans le travail de thèse de Margot, cette fois sous l'angle des migrations dites privilégiées et que la littérature internationale étudie de plus en plus, notamment en prenant en compte la dimension de « style de vie ». C'est aussi une opportunité pour établir des collaborations de plus long-terme très stimulantes avec des collègues italiens et européens.



Vue sur Rome depuis la bibliothèque de l'EFR, située sous les toits de l'Ambassade de France

Journées d'études "Enseigner le quanti en sciences sociales dans le supérieur : pratiques et défis"

COMPTER, MESURER, CALCULER... RAISONNER ? ENSEIGNER LE QUANTI ...
"Enseigner le quanti en sciences sociales dans le supérieur : pratiques et défis"



Anton Perdoncin et Tristan Poullaouec, membres du comité scientifique et d'organisation reviennent sur ces journées d'études qui se sont déroulées en présentiel à Nantes, les 7 et 8 juin 2021.

C'est avec un enthousiasme certain que se sont retrouvés les participants, longtemps privés de journées d'études. Suite à une journée organisée à Paris en 2015, la Plateforme Universitaire des Données PROGEDO-Loire a proposé une réflexion autour des bonheurs et malheurs de la transmission des savoirs de la quantification en sociologie, en démographie, en géographie, mais aussi en psychologie ou en histoire. D'un côté, plusieurs barrières à l'enseignement de la quantification ont été levées, en raison de l'essor de l'*open data*,

de l'accès facilité à des fichiers de la statistique publique, du développement des logiciels libres de collecte et d'analyse des données, de l'accroissement de la demande sociale de « chiffres » ou de la diversification des usages que les diplômés de sciences sociales peuvent faire des méthodes quantitatives. De l'autre, bien des obstacles demeurent : les lacunes et le manque de confiance des étudiants en calcul ou en informatique, l'insuffisance des équipements numériques des universités, la difficulté à trouver des enseignants pour ces enseignements, trop souvent déconnectés des autres cours, ou encore la quantophobie ambiante qui suscite bien des malentendus.

Les variations disciplinaires des pratiques d'enseignement sont réelles, notamment selon le statut épistémologique des données et la distance prise par rapport aux pouvoirs normatifs de la statistique mathématique ou de la statistique publique. Mais il y a aussi des convergences dans les problèmes et les solutions rencontrés, qui s'expliquent à la fois par un langage souvent commun, et par des ressemblances entre les étudiants, invités à comprendre « la construction des données », à ne pas séparer l'apprentissage des méthodes et la connaissance des objets, à faire preuve de réflexivité face aux tableaux, cartes ou graphiques. Le basculement des enseignements en visioconférence s'est logiquement invité dans ces journées. Une comparaison des logiciels a été discutée, sous l'angle de leurs potentialités mais aussi de leur facilité d'installation et d'usage. Une nouvelle version du logiciel Trideux a ainsi été présentée, toujours gratuite mais désormais entièrement en ligne. Un documentaire intéressant a enfin été projeté : dans un entretien collectif, des enquêtrices de l'Insee racontent la passation des questionnaires, les difficultés auxquelles elles sont confrontées et leurs façons d'y faire face.



Journée du CENS

La journée du CENS se tient cette année le 25 juin, sur le site Recteur Schmitt. Romuald Bodin et Thibaut Menoux, organisateurs de cette journée, nous en présentent le programme.

9h-9h30 - Accueil

9h30-11h30

Assemblée générale du CENS

11h30-12h30

Présentation par **Sylvie Morel** : « Faire vivre ou/et laisser mourir. Le tri comme un dispositif de gouvernement de/par l'attente »

12h30-14h30 - Déjeuner

14h30-16h30

Présentation du dossier de Sociétés contemporaines « Mépris de classe » et de l'ouvrage du même nom (Éd. du Croquant, 2021) par les coordinateurs **Nicolas RENAHY** et **Pierre-Emmanuel SORIGNET**.

Discussion : **Géraud LAFARGE** et **Valérie ROLLE**



À partir de 16h30 : Pot de clôture

Projet COVICARE

Associant une équipe de sociologues (Marie Cartier, Annie Dussuet et Eve Meuret-Campfort), politistes (Virginie Guiraudon et Clémence Ledoux) et un juriste (Pascal Caillaud) presque toutes et tous nantais, et travaillant depuis longtemps autour des questions de services à domicile, le projet COVICARE articule une perspective « par le haut » (à travers l'analyse du droit, des pratiques des acteurs publics et des partenaires sociaux nationaux...) et « par le bas » (sociologie des relations entre les aides à domicile et leurs employeuses et employeurs) afin de comprendre comment des politiques publiques ont été mises en place à destination des aides à domicile et de leurs employeurs et comment la crise sanitaire a transformé les relations d'emploi de ces groupes sociaux.

La gestion de la pandémie en Europe a varié selon les pays, mais dans le domaine de l'aide et du soin à domicile, le surgissement du Covid-19 a soulevé les mêmes questions sanitaires et socioéconomiques. Comment assurer la protection des employé-e-s, comme des personnes dont elles s'occupaient, sachant que certaines tâches nécessitent une forte proximité ? Comment s'assurer, a fortiori dans un contexte de pénurie de matériel ou de flou des consignes, que les personnels aidants ne soient pas exposés au virus ? Au niveau des aides à domicile et de leurs employeurs, comment s'orienter dans ce contexte d'incertitude ? Comment la pandémie a-t-elle amené à reconfigurer à plus long terme les régulations concernant ce travail professionnel de « care » à domicile ?

Le projet aura d'une part pour objectif de comprendre la façon dont les contextes institutionnels et les systèmes d'acteurs organisés existants, dans cinq pays très différents (Allemagne, Belgique, Italie, France et Royaume Uni), ont pu déterminer les réponses apportées aux problèmes rencontrés par les personnes âgées en perte d'autonomie et les aidantes professionnelles intervenant auprès d'elles, au moment où le virus est arrivé mais aussi après.

D'autre part, il visera à comprendre comment les aides à domicile et leurs employeuses et employeurs ont été touchés par cette crise. Il s'agira d'étudier notamment la façon dont ils ont interprété leurs obligations mutuelles, comment le droit les a soutenus (ou pas) dans les décisions qu'ils et elles ont prises au cours de cette période inédite. Comment les situations d'incertitude et / ou de conflit ont-elles été réglées et quelle place la connaissance du droit a-t-elle joué dans ces règlements ?

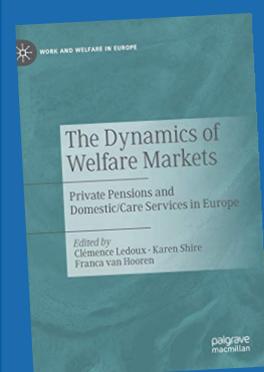
Le projet est découpé en deux *work packages*. Le work package 1 se concentrera sur le cas français, en articulant enquête qualitative « par le haut » et « par le bas ». Le work package 2 se concentrera sur l'analyse de la situation dans les 4 autres pays étudiés : Allemagne, Belgique, Italie, Royaume Uni, en s'appuyant sur des ressources documentaires et en effectuant une série d'entretiens dans les pays concernés, essentiellement au niveau des acteurs nationaux.

Clémence Ledoux, Karen Shire, and Franca van Hooren (eds.)

The Dynamics of Welfare Markets : Private Pensions and Domestic / Care Services in Europe, New York, Palgrave / Springer, 2021, 422 pages.

Ce volume représente le début d'une "pollinisation croisée" de différentes disciplines des sciences sociales (sociologie, science politique, droit) en rassemblant des chercheuses et chercheurs établis dans neuf pays différents. Il présente des cas nationaux différents de marchés du *welfare* (*welfare markets*), tout en incluant une analyse des processus d'europanisation de ces marchés (chapitre d'Amandine Crespy) ou des perspectives plus locales (chapters de Marie Cartier et d'Eve Meuret-Campfort). Il construit des liens entre des communautés scientifiques nationales et disciplinaires différentes travaillant sur des objets communs. Il propose de nouvelles perspectives de recherche pour l'étude future des acteurs, des politiques, des institutions qui façonnent la croissance et la dynamique de ces marchés.

L'ouvrage définit les marchés du *welfare* comme des marchés cadrés, réglementés et soutenus par l'État qui fournissent des biens et des services sociaux grâce aux activités concurrentielles d'acteurs non étatiques. Les chapitres étudient les évolutions consécutives à l'initialisation de ces marchés par les Etats avec une importance égale accordée à l'analyse de l'action des acteurs étatiques et non étatiques dans leur contraction, leur stabilisation et leur perturbation. En concentrant la recherche sur deux cas, ceux des pensions privées et du travail domestique / d'aide à domicile, les contributions explorent et comparent la dynamique de différents types de marchés du *welfare* en s'attachant à plusieurs de leurs dimensions : le rôle des acteurs politiques, des consommatrices et consommateurs, des entreprises et employeur-euse-s et des travailleuses et travailleurs.



Publications

Articles dans des revues à comité de lecture

Cartier M., David M., d'Halluin E., Rafin N., « En finir avec les sanctions physiques envers les enfants. Rapports différenciés à un nouvel interdit », *Revue des Politiques Sociales et Familiales*, 2020, 136-137, p. 68-81.

David M., « Travailler à l'université. La définition étudiante du niveau et de la direction des efforts à fournir », *Revue française de pédagogie*, 209, 2020, p. 87-102.

Demazière D., **Le Saout R.**, « Professionnalisation et indemnisation des élus. Explorer la dépendance économique aux mandats politiques », *Revue française de science politique*, 2021/1 (vol. 71), février 2021, p. 29-50.

Devetter F.-X., **Dussuet A.**, Puissant E., « La réduction du travail au temps "productif" dans l'aide à domicile. Un outil de baisse du "coût" du travail », *Socio-économie du travail*, 2019 – 2, n° 6. *Tant de capital, temps de travail ?*, p. 213-239.

Dudouet F.-X., **Vion A.**, « Penser l'impérialisme à partir de la théorie des champs : une troisième voie entre marxisme et transnationalisme. », numéro spécial issu du colloque « Le sociologue en globe-trotter », coordonné par Antoine Vauchez et Grégory Daho, *Cultures et conflits*, 4, 2020, p. 17-38.

Dufraisse S., « Au-delà de la "Machine rouge" : implications soviétiques dans la Guerre froide sportive », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 277, 2020, p. 91-102.

Hervault M., **Godefroy J.**, « Capital culturel ou capital cognitif ? Une approche pluridisciplinaire de la reproduction scolaire des inégalités sociales », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, n°59-1, 2021, p. 199-230.

Houdeville G., Perrier R., Suaud C., « Le service civique, un dispositif de dé/re-construction des aspirations juvéniles », *Formation Emploi*, n° 152, vol. 4, 2020, p. 75-95.

Ledoux C., Dussuet A., "Elder Care Allowances in Action: Missed Opportunities for Gender Transformation." *French Politics* 18, no 1-2 (juin 2020), p.71-92.

Monforte P, Maestri G, **d'Halluin E.**, "It's like having one more family member": Private hospitality, affective responsibility and intimate boundaries within refugee hosting networks", *Journal of Sociology*, February 2021.

Lermusiaux A., « L'effet des socialisations scolaire et professionnelle sur les pratiques de travail en IFSI. Une observation directe des formes du travail étudiant dans la formation en soins infirmiers », *Revue française de pédagogie*, 209, 2020, p. 11-28.

Manoury M., « Le glanage alimentaire en milieu urbain, ou la constitution de protections rapprochées », *Tracés*, 39, 2021.

Misset S., Noûs C., « Des mobilités discrètes en milieu populaire : les trajectoires professionnelles entre arrangements conjugaux et quête de respectabilité », *Genèses*, n°122, mars 2021, p. 79-106.

Morel S., « Chaque pays, en fonction de son système de soins, choisit ses morts ?! », *Revue française d'éthique appliquée*, 2020/2 N° 10, Vivre et penser un avenir ouvert, p. 8-11.

Direction d'un numéro de revue

Demazière D., **Le Saout R.**, coordination du numéro « Vivre de la politique : rémunération des élus et indemnisation des mandats », *Revue française de science politique*, vol. 71 n°1, février 2021.

Balland L., David M., Houdeville G., Jedlicky F., Orange S., coordination du numéro « Quand étudier, c'est travailler. Cadres institués et perspectives étudiantes », *Revue française de pédagogie*, 209, 2020.

Chapitres de l'ouvrage de S. Fleuriel, J.-F. Goubet , S. Mierzejewski, M. Schotté, Ce qu'incorporer veut dire, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2021

Fleuriel S., Goubet J.-F., Mierzejewski S., Schotté M., « Introduction. Une incorporation multiple et une », p. 9-14.

Fleuriel S., Traduction de Dieter Vandebroek, « Réconcilier les deux habitus. Poids du corps et incorporation de "classe" », p. 123-148.

Suaud C., « Apprendre/désapprendre par corps », p. 197-215.

Loirand G., « L'expérience passée du sociologue comme archive incorporée. Remarques sur une méthode illégitime », p. 237-261.

Fleuriel S., Goubet J.-F., Mierzejewski S., Schotté M., « Conclusion. Prendre l'incorporation au sérieux », p. 263-281.

Chapitres de l'ouvrage de C. Ledoux, K. Shire et F. van Hooren (eds.) The Dynamics of Welfare Markets. Private Pensions and Domestic/Care Services in Europe, Palgrave / Springer, New York, 2021

Cartier M., "Workers on Welfare Markets and the Appropriation of Their Rights : The Case of Mothers' Assistants in France Since 1977", p. 399-422.

Ledoux C., Shire K., van Hooren F., "Introduction: From the Emergence to the Dynamics of Welfare Markets", p. 3-48.

Ledoux C., Encinas de Muñagorri R., Guiraudon V., "Becoming an Organised Actor in a Welfare Market: Employers in the French In-Home Domestic/Care", p. 317-342.

Autres chapitres d'ouvrage

d'Halluin E., Lenain E., « Relocalisation depuis la Grèce : l'illusion de la solidarité », in *Le droit d'asile à l'épreuve de l'externalisation des politiques migratoires*, Paris, GISTI, 2020, p. 156-167.

Guienne V., « La fabrique des populations problématiques par les politiques publiques - Tout l'intérêt de faire du terrain ensemble, juriste et sociologue », in Rousseau F., Grunvald S., Roussel G. (coord.), *Les mots du droit, les choses de justice, Mélanges en l'honneur de Jean Danet*, Dalloz, 2020.

Sébileau A., Meuret-Campfort È., « Les enjeux politiques des loisirs et des sports aux Sables-d'Olonne et à Saint-Brévin (1789-1914) », in Tétard P., Villaret S., *Les édiles au stade. Aux origines des politiques sportives municipales, vers 1850-1914*, Presses Universitaires de Rennes, 2020, p. 343-366.

Faute de place, les publications les plus récentes n'ont pu être citées sur cette page ; elles le seront dans la prochaine Lettre du CENS.

25 juin 2021

Journée du CENS

5 juillet 2021

Séminaire ESO-CENS-CRENAU - **Autour de l'atlas social de la métropole nantaise. Au-delà de la ville attractive**, Campus Tertre, 13h30-17h30

23 et 24 septembre 2021

Colloque de clôture du programme REPESO, « **Réprimer et soigner : quelle articulation santé-justice ?** »

2 octobre 2021

Colloque des 40 ans du CHT, **Les classes populaires contemporaines : de la scène professionnelle à la scène domestique**, salons Mauduit